

Lyon, le **18 FEV. 1987**

REPUBLIQUE FRANCAISE

SGAR N. 87-102

A R R E T E

Le Préfet, Commissaire de la République de la région Rhône-Alpes
et du département du Rhône

Officier de la Légion d'honneur

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des commissaires de la République de région ;

VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Commissaires de la République de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

La Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région Rhône-Alpes entendue, en sa séance du 15 Octobre 1986

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT la nécessité de donner à l'immeuble une mesure de protection pendant la durée de la procédure de classement initiée sur la proposition de la Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

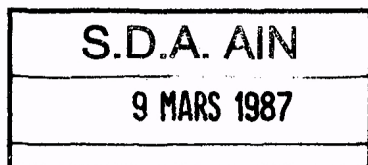
CONSIDERANT la valeur architecturale et la rareté de l'édifice de la région Rhône Alpes ;

A R R E T E :

Article 1er : Est inscrit sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques, en totalité, le manoir de la Charme, situé au lieu dit "Charme", à MONTREVEL-EN-BRESSE (Ain), figurant au cadastre, section A, sous le n° 142, d'une contenance de 22 a 38 ca et appartenant conjointement à M. BREVET Maurice, Marcel né le 20 Septembre 1924 à FOISSI (Ain), cultivateur, et à PAUGET Suzanne, Odette, son épouse, née le 27 Août 1927 à SAINT-JULIEN-SUR-REYSSOUZE (Ain), demeurant ensemble à La Charme à MONTREVEL-EN-BRESSE (Ain)

Ceux-ci en sont propriétaires par acte passé devant Maître JOUZEL, notaire à ST JULIEN/REYSSOUZE (Ain) le 30 novembre 1967, et publié au bureau des hypothèques de BOURG-EN-BRESSE (Ain) le 23 février 1968, volume 1579, n° 25.

Article 2 : Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée, sans délai au Ministre chargé de la Culture, sera publié au bureau



des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département.

Article 3 : Il sera notifié au Commissaire de la République du département au maire de la commune et aux propriétaires intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

*Le Préfet, Commissaire de la République
de la Région Rhône-Alpes
Commissaire de la République
du Département du Rhône,*

GILBERT CARRIERE

Pour Amplification



**l'Attaché,
Mme ESTRANGIN**